



ENJEUX DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE FACE AUX DEFIS DE LA DEMOCRATISATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par

Pistis MBALA SINZA

Chef de travaux, Université Pédagogique Nationale

Stanislas MUJOMBWE RASHIDI

Assistant, Université Pédagogique Nationale

Gloddy LONIA BUSUBUSU

Assistant, Institut Supérieur de Kindu

Henri-Destin KAMBU KULULU

Assistant, Université Pédagogique Nationale

Christian Bayuka MANGYENGYA

Chercheur indépendant

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13996248>

Résumé

Ce papier aborde un sujet pertinent et sensible concernant les dynamiques géopolitiques en République Démocratique du Congo. L'analyse des enjeux politiques et économiques autour de la présence des puissances étrangères est bien articulée et permet de mettre en lumière les défis auxquels fait face la RDC. Cette perspective critique est bienvenue et apporte une compréhension plus profonde des pressions internationales et de leurs impacts sur la souveraineté du pays. Cette étude traite d'une problématique actuelle et cruciale pour la République Démocratique du Congo. Le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et la

dépendance politique du pays est brillamment exposé, offrant ainsi une analyse claire et convaincante.

La présence des puissances étrangères en République Démocratique du Congo (RDC) et des pressions de la communauté internationale face à la démocratisation du pays pourrait se justifier non seulement dans un contexte politique mais aussi économique. Il s'agit d'imposer les dirigeants qui doivent permettre aux grandes puissances d'exploiter impunément les richesses naturelles congolaises et d'imposer l'idéologie occidentale au détriment des autochtones, et cela sous les yeux impuissants des dirigeants imposés ces derniers et en considérant la RDC comme un territoire sous tutelle de l'Occident.

0. Introduction

Notre étude s'inscrit sur le pourquoi de l'effectivité ou de l'applicabilité du processus électoral en République Démocratique du Congo, mais aussi les causes et conséquences des apports de la communauté internationale aux enjeux de la démocratisation du Congo. A cela, nous analysons l'impact de ces apports face au système politique congolais au niveau externe qui alimente non seulement les contradictions entre les acteurs mais surtout l'occidentalisation ou l'internalisation de la démocratie congolaise qui soulève des inquiétudes et questionnements autour des enjeux et défis de la gouvernance de l'Etat en RDC qui doit faire face à la survie de sa population.

1. Revue de la littérature

Ce point sera consacré à faire une analyse autour des racines coloniales de l'autoritarisme et l'idée neuve de la démocratie, les causes et conséquences de la politique internationale dans le processus de démocratisation de la RDC ainsi que des perceptions d'avenirs.

CAUSES ET CONSEQUENCES DE L'OCCIDENTALISATION DU PROCESSUS DE DEMOCRATISATION DE LA RD CONGO

I.1. CAUSES DE L'IMPLICATION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

L'implication de la communauté internationale s'explique par la continuité de la pratique de domination et l'exploitation de pays dits sous-développés. La démocratie prônée n'est une démocratie de facette dans le sens où l'idéologie occidentale s'impose avec une même idée de maître et son élève. A la fin du communisme, à la chute de mur de Berlin et à l'effondrement de l'URSS, l'Occident se décide de recoloniser l'Afrique en la démocratisant; d'où le concept démocratie est utilisée en Afrique en général et au Congo-Kinshasa en

particulier pour permettre à l'Occident d'orienter les dirigeants africains dans le but de contrôler leur économie en créant un marché potentiel, de piller les ressources minières africaines avec comme stratégies; de faire passer les faibles au pouvoir par tricherie pendant les échéances électorales. De même l'Occident commentant des guerres entre pays africains ou encore en élimine les autorités Africaines récalcitrantes. Il passe par les africains eux-mêmes s'auto-neutraliser. Donc la mission de l'occident en Afrique est celle de guider les dirigeants africains en vue d'un meilleur contrôlant des richesses africaines au détriment de l'Afrique.

La politique qu'utilise l'Occident ne permet pas aux politiques congolais de résoudre les problèmes congolais ou de donner solution aux problèmes trouvés dans la société. Par contre, ils posent des actes ou des œuvres pour satisfaire leurs pairs politiques, accroître leur popularité, résoudre les problèmes sociaux-économiques de leurs familles respectives, de leurs proches etc. Fort malheureusement, ils trouvent en face d'eux un peuple généralement non instruit, suiviste, aveuglé, parfois même sentimentaliste, fanatique sans la culture démocratique. Par conséquent, il accompagne le désir égoïste qui détruit le tissu socio-économique du pays et qui rends le peuple sans espoir.

D'où, les présidents imposés qui se sont succédés ont connu une véritable impréparation et travaillent pour l'Occident, ont maintenu le pays dans la case de départ et ont occasionné la coupure de la fibre patriotique.

La vision du monde a été faite sans la participation de l'Afrique ; mais aussi le partage de l'Afrique a été fait sans aucun pays africain lors de la conférence de Berlin de 1885. Car, dit-on, l'avenir ne se prévoit pas mais il se prépare. Donc ici déjà l'Afrique subit la volonté des occidentaux dans le sens où elle n'a même pas participé à son propre partage.

I.2. CONSEQUENCES DE CETTE IMPLICATION OCCIDENTALE :

I.2.1. CONSEQUENCES POSITIVES

La démocratie, bien qu'elle n'ait pas été comprise par les Africains, mais elle a apporté aujourd'hui les retombées positives qui servent comme des grandes lignes sur plan politique. Par exemple : le multipartisme, la forme de gestion, la permanence des élections, les Droits de l'Homme, la liberté d'ester en justice, la liberté d'expression, de manifestation, la liberté de créer son parti politique, son association ou d'adhérer au parti ou association de son choix.

I.2.2. CONSEQUENCES NEGATIVES

Les hommes changent mais les réalités du monde restent les mêmes. D'où l'occident cherche à tout prix, de gré ou de force à pouvoir dominer l'Afrique jusqu'à épuisement de ses richesses. Car, dit-on, la force de quelqu'un est démontrée par la faiblesse de l'autre. Voilà pourquoi la faiblesse des africains est démontrée par la force des occidentaux. Parmi les conséquences négatives, nous avons :

L'incompréhension totale de ce processus en Afrique : L'Afrique a mal compris et considéré la démocratie. Pour elle, la démocratie c'est juste la fin de l'esclavagisme. Or elle est une

requalification d'ordre politique, social et économique. Bref, une nouvelle gestion de la chose publique. En quelque sorte la participation de tous à la gestion de la chose publique.

La violence comme forme d'émergence politique : La violence revêt plusieurs acceptions. Elle est verbale, physique, psychologique, individuelle, collective, etc. En ce sens, de par sa destination et son essence, elle peut être : passionnelle, instrumentale et identitaire. A ce stade, la violence s'attaque si visiblement aux symboles de l'autre et de l'existant communautaire de l'autre et du soi. C'est-à-dire, elle se dresse contre l'individu, l'Etat ou contre un groupe particulier. Elle peut aussi avoir pour origine des facteurs divers et diversifiés, allant des problèmes fonciers à la recherche de l'hégémonie, en passant par les rivalités personnelles, la jalousie, le malentendu des intérêts divers... La violence peut être larvée ou cachée, ouverte ou explosive ou encore brutale. Philippe Béraud pense que : « le recours aux méthodes violentes constitue l'aveu d'un échec ou d'un refus. Un moyen d'accéder à l'existence politique en s'imposant comme interlocuteur aux différents acteurs du jeu institutionnel ». C'est la portée que revêt la violence articulée en RDC pendant les conflits armés et les échéances politiques fixées par la communauté internationale. La violence est à la fois réactionnaire et conservatoire.¹

Réactionnaire, elle évoque l'idée de l'appropriation ou de la recherche de réappropriation par les élites d'un droit (le pouvoir et ses avantages) usurpé ou dépouillé. En ce sens, elle permet à ceux des acteurs qui sont ne pas aux commandes de la chose publique de marquer leurs présences et de se frayer une place sous le soleil.

Conservatoire, elle sert de bouclier protecteur aux élites qui ont le contrôle et la possession du pouvoir. C'est ici où s'applique l'expression : « A chaque caïman de son marigot », comme un appel à la vigilance ou à la protection de ses « acquis », le pouvoir ne devant revenir qu'à ceux qui le contrôlent depuis longtemps ou encore aux autochtones et non aux allogènes. Ceci dénote de l'usage de la violence verbale et de la justification de la violence conservatoire. Pensez ici à des concepts comme « ivoirité » en Côte d'Ivoire et ce qu'on a appelé « géopolitique » en RDC lors de la Conférence Nationale Souveraine ou autre « bilulu » (insecte) au Katanga pour désigner les non originaires essentiellement les Baluba du Kasai. Toutes ses formes caractérisent les comportements politiques en Afrique. Cette violence manipulée à la fois par des acteurs locaux, internes et externes sert d'un acte d'appropriation de l'Etat.²

Le fait de ne pas participer aux opérations militaires de frappe ou de destruction de l'autre est un acte de déloyauté et par conséquent de non ascension politique. Il faut faire preuve de capacité de nuisance contre l'autre pour protéger son poste ou prétendre à un poste politique intéressant. Dans le cycle de guerres qui ont embrasé l'Est de la RDC, cette logique a été comprise et les belligérants soutenus par l'extérieur se sont fait remarquer comme chefs d'opérations militaires ou encore ont été des animateurs de certains groupes armés éthiques. C'est dans cette catégorie que les chefs rebelles désignaient des commandants de leurs troupes

¹. NGOIE, E., *Systèmes des pays africains*, op.cit. P.43

². *Ibidem.*, P.45

et des dirigeants des territoires qu'ils contrôlaient. Généralement, des chefs de groupes armés étaient à la fois élevés au rang des dirigeants politiques. C'est le cas de Bemba, Ruberwa, Roger Lumbala, Mbusa Nyamwisi... Parmi les plus connus.

La violence politique devient, de manière significative, une ressource utile pour accéder au pouvoir ou se faire accepter au pouvoir et à le capter. Le pouvoir lui-même se présente d'ailleurs comme le produit de la violence dans laquelle il baigne d'ailleurs. Par ailleurs, la politique, considérée dans l'imaginaire de la population comme une mauvaise chose, une entreprise risquée, bref un mensonge, passe, par ce fait, comme l'unique affaire qui paie en RDC. Ceux des fils et filles congolais qui ont l'ambition de s'enrichir s'y tournent aujourd'hui, même contre la volonté de ceux qui prétendent être leur base, donc la population.

Les acteurs politiques occidentaux ont développé une stratégie politique dénommée : « Auto-Neutralisation consécutive », consistant à l'élimination ou la tuerie des dirigeants Congolais qui échappent à leur contrôle en utilisant les Congolais eux-mêmes. Cela suppose que la politique amenée par les occidentaux en démocratisant la RDC est celle de diviser pour mieux régner. D'où ici les patriotes ou conservateurs représentent un danger permanent pour les Occidentaux qui certes d'officiels procèdent par l'élimination permanente des grandes personnalités qui osent les défier. En titre d'exemple l'élimination de: Nfumu Kimbangu, Patrice Emery Lumumba, Général Bahuma, Mzée Laurent Désiré Kabila, Mamadou Ndala. Etc.³

La ruse : La ruse est généralement comprise comme un procédé habile dont on se sert pour parvenir à ses fins. Elle est, en ce sens, synonyme d'habileté, de fourberie ou de roublardise. Autrement dit, elle est tout simplement dissimulation et tromperie pour faire triompher ses intérêts. Sous cet angle, la ruse joue également un rôle important dans la politique en RDC. Elle s'est enracinée dans les pratiques des acteurs congolais.⁴

Le rôle politique des institutions de BRETTON-WOOD.

Le rôle politique de ces institutions (la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International) est de couvrir tous les problèmes financiers de l'Occident. Ces institutions ont soutenu les régimes dictatoriaux ou autoritaires. Pour elles ces genres de régimes leur profitent car les dictateurs favorisent leur exploitation au détriment des populations. Elles ont aussi soutenu la colonisation qui a bafoué les Droits de l'Homme qu'eux-mêmes prônent sur papier. D'où la Banque Mondiale est toujours dirigée par un Américain; et le Fonds Monétaire International est dirigé par un Européen pour leur permettre de bien gérer et de bien contrôler le monde. Donc, ces institutions ont été créées juste pour une seule mission de favoriser les financements des USA et de l'Occident dans le but d'assurer leur hégémonie dans le monde.⁵

Aide Internationale et le Sous-développement en RD Congo.

³NZULUMBE AHUNZU, *op.cit*, p.32

⁴. CAMP BEL, B, *Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique*, PUF, Paris, 2004, p30

⁵. NGOIE E, *op.cit*. P.67

Le Congo-Kinshasa se débat dans un cycle sans de corruption, de maladie, de pauvreté et de dépendance, alors qu'il est bénéficiaire de millions de milliards de dollars à titre de l'assistance au développement. Ce paradoxe est justement la face cachée de l'aide internationale. L'aide a été et continue à être un désastre sur le plan politique, économique et humanitaire ; la misère et la pauvreté se sont accrues. Comme on peut bien vite s'en rendre compte, la réalité est que cette assistance contribué à appauvrir les pauvres et retarder leur croissance. Par contre de toute menace d'interruption de l'aide, celle-ci est devenue une source de corruption. Le gouvernement congolais considère comme une source de revenus permanente et sûre. L'aide continuait à affluer même quand elle était utilisée pour financer des dépenses improductives, les conditions fixées et acceptées étaient délibérément et ouvertement violées.⁶

L'afflux mal maîtrisé et aussi peu régulé que possible, des milliards de dollars à titre de l'aide ont eu pour résultat de saper les efforts d'un développement durable. En 1978, après un rapport sulfureux d'un expert de FMI sur le système de corruption au Congo zaïre actuellement République Démocratique Congo ainsi que sur ses manifestations, cette institution de Breton Wood a accordé à ce pays le prêt le plus important que le fonds n'a jamais donné à un pays d'Afrique. Dans les dix années qui suivirent le Président Mobutu reçut 700 millions de dollars supplémentaires de FMI.

Ce qui revient à dire que quand elle atteint des montants astronomiques, non seulement elle entretient la corruption, mais elle l'engendre. En ce sens, de tels dirigeants n'ont plus besoin de soutien du peuple, parce que l'extérieur leur obtient tout ce dont ils ont besoin. Aussi, cette décision de prêter à des dirigeants de gouvernements à réputation douteuse est justifiée par le fait que les donateurs craignent que, s'ils cessaient de les alimenter en argent, ils ne seraient pas en mesure de rembourser leurs dettes, ce qui compromettrait la situation financière des donateurs. Cette logique circulaire fait vivre le mariage de l'aide.⁷

Certes, depuis 1960 que le Congo-Kinshasa a commencé à traiter avec la Banque Mondiale, le Congo-Kinshasa reste toujours colonisé économiquement et politiquement dans le sens ou tous qu'il prend comme dette sous prétexte d'une aide le rend de plus en plus à genoux du jour au lendemain de son histoire. Ses dettes se transforment en dettes qu'eux-mêmes gèrent dans le secteur qu'ils choisissent sans pour autant se rendre compte aux réalités nécessaires de pays bénéficiaire. En titre illustratif, la Banque Mondiale a financé le projet de PNMLS, mais le ministre de la tutelle n'avait même pas vu où est passé cet argent. On a réhabilité l'Université Pédagogique Nationale toujours par la Banque Mondiale, le ministre de l'ESU et Comité de gestion de cette université n'ont jamais vu et compris de la manière dont cet argent a été dépensé. D'où le Congo Kinshasa est pris en otage par les pays dits grandes puissances.

⁶. OYANGANDJI, B, *Aspects politiques et administratifs du développement*, op.cit.

⁷. ZOLONDO MAWETE J; *l'agenda caché de la mission des institutions de Breton Wood en Afrique*, In revue Congo Afrique, N° 30, Juin, Kinshasa, 2007, p.202

La politique du ventre ou le pouvoir pour la survie

Le paradigme de la politique du ventre rime avec celui de la recherche hégémonique. Pour des patrons de réseaux, capter des richesses, les accumuler ou à les redistribuer partiellement constitue une manière de se maintenir eux-mêmes et d'alimenter leurs réseaux. Les ressources amassées fournissent du prestige à l'homme de pouvoir et font de lui un « homme d'honneur » sous cette condition, la prospérité matérielle résultant de la prédation est une éminente vertu politique, au lieu d'être un objet de blâme. Il s'agit ici de manger, s'enrichir pour soi, se parer d'auréoles par le pouvoir. Une manducation qui devient intéressante car ayant une épithète politique. En 1992, le premier Ministre Nguz-A-Karl-i bond ne martelait-il pas que la primature est un poste enrichissant, rémunérateur, payant ; un poste qui de l'argent qu'il n'entendait le laisser à quelqu'un d'autre.⁸

Cette interprétation n'avait pris aucune ride dans l'imaginaire collectif des élites politiques africaines d'aujourd'hui. Car la lutte pour le contrôle de l'espace sociopolitique se confond avec les visées économiques d'accumulation et d'enrichissement facile. L'entreprenariat politique se confond avec l'affairisme économique. Les politiques se distinguent ainsi par la course à l'enrichissement facile. Les élites politiques, aussitôt au pouvoir, exercent du commerce par leurs épouses ou concubines. L'argent du contribuable sert les affaires des épouses des élites au pouvoir. Les frais de titres de voyage d'affaires privées de leurs épouses et de leurs enfants à l'étranger, pour achat d'habits, massages de leurs corps, coiffure de leurs cheveux,... sont déduits des créances du Trésor Public.⁹

Même l'Aide Internationale humanitaire destinée aux victimes des guerres est détournée et vendue au marché pour le compte de certaines autorités. Rappelons l'affaire de l'aide envoyée en 2002 par le Gouvernement de Kinshasa en solidarité avec les victimes des guerres de Kisangani dans le cadre de l'ONG paix sur terre sous la supervision de Maître Firmin Yangambi qui fut disputée et vendue finalement avec la complicité de l'autorité provinciale : des centaines de tonnes de ciment, de tôles ondulées et autres matériaux de construction n'ont jamais atteint les destinataires. Dans le même ordre, certains diamantaires ou coltanistes travaillent avec l'argent des politiques. L'homme politique est dans tous les coups pourvu que l'activité lui procure du bénéfice. Aujourd'hui, ils ont rejoints par les officiers militaires sont mêlés eux-aussi dans la quasi-totalité des réseaux maffieux.¹⁰

Quand le levier de l'action politique est la satisfaction des besoins existentiels personnels de l'acteur politique, la politique devient bien sûr une entreprise de manducation et d'enrichissement à la limite de l'illicite et du licite, mais facile. La facilité d'enrichissement en politique provoque un effet de mode et d'engouement des élites à la politique. Ce processus de conquête, et de consolidation, de contrôle du pouvoir politique et d'accumulation des richesses révèle au grand jour la diversité des politiciens de toute espèce : occasionnels, des amateurs de la politique. Ceux qui vivent « pour » la politique et ceux qui vivent « de » la politique.

⁸. BAYART F, *l'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 1989, p. 137

⁹. SHAMUANA, J., *Théories des Relations Internationales*, cours inédit, 11 SPA, FSSAP, UPN, 2012-2013

¹⁰. *Op. Cit.* 90

Sous cet angle, la politique joue un rôle de remplir le ventre. Ici, le ventre est pris symboliquement pour signifier l'enrichissement personnel. Ainsi comme le déclarait un politicien congolais « Nduguyangu Acha na miyenikule lituma na samaki ». C'est-à-dire « mon frère, laisse-moi aussi manger du lituma (pâte de manioc et/ou de banane au poisson) ou encore « c'est mon tour pour manger ». Toutes ces déclarations témoignent l'objectif poursuivi l'intention et l'intérêt que cherche à gagner un politicien dans l'exercice du pouvoir. Le ressort de la politique d'Est, sans doute, mangé.

Ceci explique, par ailleurs, l'ostentation insolente de l'enrichissement facile : achat de voitures, achat des maisons pour les plus « sages », début de plus d'un chantier immobilier à la fois (lesquels restent inachevés dès que ces élites quittent le pouvoir), Changement vertigineux du grade robe et des habitudes alimentaires, changement radical de train de vie... Car, comme le dit Jean François Bayart, « les dominants autochtones n'ont jamais eu à leur disposition autant de ressources politiques, économique et militaires pour contraindre les dominés et assurer l'autonomie de leur pouvoir. Jamais le spectre de la stratification sociale n'a été virtuellement aussi large ».¹¹

La démocratie et la médiocrité: des dirigeants imposés

La démocratie à amener la médiocrité au pouvoir en RDC, seul la popularité ou être riche d'un homme fait de lui un élit pendant les élections ou pendant des négociations politiques donc ici tout le monde peut devenir politicien ; il suffit seulement d'être un distributeur des 1000 FC, des ticheurtes, des boissons, ou encore un prometteur, qui pour mission d'arranger des routes, de payer le loyer des électeurs, d'installer le courant dans le quartier, de payer les factures de la maternité, d'être Footballeur, musicien. Etc. donc, la démocratie ne favorise pas la méritocratie où d'ailleurs les dirigeants au gouvernement et entreprises de l'Etat sont choisis par les partis politiques majoritairement non idéologique mais motivé par le besoin lié à la survie.

ETAT EN AFRIQUE : pâle copie de l'Etat Européen

A l'âge postcolonial, les Etats africains apparurent bien vite être une construction de leurs souverains qui reproduiront les grandes lignes de leurs souverains coloniaux, mais qui devaient pouvoir fonctionner dans des structures économiques, sociales et politiques fondamentalement différentes de celles de métropoles, d'où elles sont issues. Les Etats africains, devint ainsi une pâle copie dans lesquels les populations africaines ne s'étant pas retrouvées, mais qui conduisit bien à un gouvernement inefficace et à un despotisme d'Etat, le débat autour de l'inefficacité de l'Etat en Afrique dans les 70-80 s'est concentré autour de la question de savoir si l'Etat était trop mou ou trop dur, s'il aurait dû faire preuve de plus de flexibilité ou de plus de rigidité.¹²

¹¹FULULU WALLOT; *La Démocratie Occidentale*, PUF, Paris, 2021, P. 22-23

¹². De SEMADENS P., *Gouvernance et crise en Afrique*, cité par Ferdinand Klerk, *la question de la démocratisation de l'Afrique*, Fayard, Paris, 2004, p.197

Le diviseur commun dans cette polémique est qu'une situation de crise s'est trouvée dans une situation de désagrégation, sans que pourtant fut déchu la légalité de l'Etat en tant qu'unité juridique. C'est que ce dernier avait reçu cette légitimité dans les années des indépendances alors que l'Etat empirique devait encore se former.

Le modèle de l'Etat postcolonial construit en Afrique à partir des concepts européens a été stigmatisé comme un des responsables de la crise actuelle en Afrique. Au lieu de permettre au citoyen africain de s'élever de sa position socio-économique et politique inférieure, l'Etat devint oppresseur et exploiteur en dépit des belles paroles de l'élite dominante. L'échec des structures économiques et politiques a conduit à des spirales de violence et de l'exercice personnel de sans frein ; et dans un contexte national, de discrédit.¹³

QUELQUES PERSPECTIVES A DEFINIR FACE A L'IMPLICATION OCCIDENTALE DANS LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE

Le renforcement de la conscience citoyenne par les églises et d'autres acteurs de la Société Civile

Les églises et la Société Civile doivent créer une interaction pour contrer les acteurs politiques et la Communauté Internationale de s'approprier du processus électoral et de s'ingérer totalement dans la gouvernance électorale pour permettre au peuple Congo de jouir de sa souveraineté.

Les religieux voués à la propagation de la foi et à la traduction de la bible sont des experts de sensibilisation citoyenne et doivent se limiter non seulement sur la mission pastorale, mais également dans les domaines de l'éducation citoyenne. Lors des différentes conférences, séminaires, colloques, réunions pour l'éveil de la conscience citoyenne. Elles peuvent à travers leurs missions d'évangélisation adresser des messages qui peuvent apporter un soutien logistique et financier indispensable. Une multitude d'ONG confessionnelles installées au Congo Kinshasa doivent se greffer sur les églises pour participer à l'économie de l'aide, ou elles sont souvent en compétition les unes avec les autres afin de prendre leur part du « business humanitaire »

Que les organisations musulmanes ne restent pas dans ce marché en expansion du développement de la démocratie. Elles doivent comprendre qu'il ne suffisait pas d'apprendre le Coran dans les medersas mais qu'il est souhaitable politiquement rentable de renforcer l'action sociale (santé, soutien aux pauvres) et d'investir dans la formation des jeunes. La compétition entre religion s'est élargie du domaine purement religieux au vaste champ du développement. Les églises ne jouent franc jeu, elle est plus dans l'appauvrissement mental et physique du peuple ; en bloquant la fibre patriotique du peuple comme pendant la colonisation où l'église fait partie de trois pouvoirs coloniaux, est jouée le rôle prépondérant. Comme d'autres structures sociales, la Société Civile dans sa diversité doit continuer de faire pression en sensibilisation de la population à travers la mobilisation citoyenne contre toute ingérence des grandes puissances dans le processus de prise des décisions. Elles doivent décourager le

¹³. *Ibidem*, P.76

Gouvernement face à toutes stratégies du maintien de pouvoir et de la défense des intérêts occidentaux qui vont à l'encontre de la consolidation de la démocratie à travers des plaidoyers, l'éducation et la sensibilisation.

La culture

La politique congolaise qui s'adapte aux réalités socio-économiques congolaises s'impose. La culture est un faisceau des valeurs, des croyances, des sentiments, des attitudes, d'idées, des pratiques ou des normes sociales. La thèse selon laquelle la culture est un facteur de développement est partagée par la majorité des africains. En effet, tout développement en RDC doit avoir comme soubassement la culture, c'est-à-dire l'identité culturelle ; il doit revêtir les formes culturelles ou mieux les habitudes, les propriétés de la culture congolaise. Ainsi, la démocratisation du Congo/Kinshasa demande une conception culturelle particulière qui repose non seulement aux valeurs Européennes, mais en se référant de certaines pratiques ou traditions politiques congolaises fondées sur la paix, la stabilité et le bien-être social. La démocratie occidentale est développée parce qu'elle est liée à l'identité culturelle propre des Etats occidentaux, qui fonderaient autour du rationalisme scientifique et sur la vision instrumentale du monde, qui est à la base du capitalisme. Cette vision prône la séparation entre l'esprit et la matière de l'homme et de la nature. L'homme des lumières c'est celui qui a eu pour vocation de comprendre le rationalisme ou la rationalité, la nature grâce à la science et la technique (technologie). A cette vision, s'ajoutent les valeurs inhérentes aux protestantismes, comme celles du puritanisme (rigueur morale) et du travail. Ce sont là les mythes fondateurs du capitalisme occidental qui ont propulsé les pays de l'Europe occidentale sur la voie du développement. Donc l'endoctrinement du culte politique est la force du développement de tout un peuple.

L'Amérique du Nord qui a été découverte par l'Europe a hérité de la même civilisation tout en y ajoutant certaines de ses valeurs spécifiques comme le pro aventurisme. Quant aux sociétés asiatiques, elles sont presque toutes marquées par l'identité du confucianisme (6ème siècle) caractérisé par les valeurs d'intérêt national, de solidarité et loyauté envers la famille, de collaboration lesquelles a permis et expliquent leur dynamisme et progrès économiques.

Par contre, l'Afrique en général et Congo/Kinshasa en particulier n'est pas encore parvenue à ressusciter être forger ses valeurs et son identité culturelle, faute d'une réelle reprise de conscience historique. Comme pense-les congolais doivent intérioriser la culture selon la pensée de Cheik Anta Diop qui se fonde autour de la conjonction de trois facteurs : facteur historique, en tant que ciment culturel ou sentiment de continuité historique vécu par la collectivité à travers sa conscience historique, son sentiment de cohésion, fait de sa mémoire qui la relie au passé ancestral : il Ya également les facteurs linguistique et psychique. De nos jours, la thèse du développement par la culture reste l'affaire de chefs coutumiers, qui sont considéré féticheurs. Or tout développement est lié à l'histoire culturelle de chaque continent d'une manière générale et chaque pays d'une manière particulière.¹⁴

¹⁴NGBELU,J., *Anthropologie Politique*, cours inédit, L1 SPA, FSSAP, UPN, 2013-2014

Nécessité de sortir des mécanismes de l'aide publique au développement basée de l'ingérence financière du processus démocratique en RDC.

L'émergence d'un leadership allant dans le sens d'en finir avec la dépendance va gêner voire étouffer l'idéologie dominante en vigueur. Mais, parce que les donateurs sont toujours puissants, la prudence voudrait que la RDC ne cesse avec eux, mais plutôt de rompre avec une situation supposée négative pour rentrer dans une nouvelle jugée satisfaisante tout en restant dans le monde. Certes, le monde des intérêts peut faire la guerre à la RDC, il peut tuer, mais tout le peuple ne mourra pas et la lutte continuera. C'est l'une des stratégies efficaces pour un peuple en quête de son affirmation.¹⁵

Kambayi Bwatsia est plus explicite avec cette logique. Rompre dont nous avons évoqué est un acte éminemment politique qui permet à un peuple, à un pays de mettre fin à une situation d'asservissement néocolonial afin de récupérer son pouvoir de décision sur son avenir. Il ne s'agit pas non plus d'un repli sur soi, d'une coupure avec les puissances regroupées en cartel de la mondialisation néolibérale, mais d'une recherche consciente en vue d'établir les relations internationales sur les bases nouvelles.¹⁶

C'est un acte de maturité pour un pays comme la RDC si elle a besoin de maîtriser son destin. Une telle démarche nécessite un changement radical, à la fois de mentalité et de stratégie de développement des pays dépendants de l'aide. Elle requiert également une implication profonde des peuples dans leur propre développement.

Reconstruire l'Etat en Afrique en tant qu'acteur principal du développement

Au regard du tableau sombre que présente la vie politique en Afrique, le continent a intérêt à se viabiliser sur tous les plans si les pays qui s'y trouvent veulent exister dans la nouvelle configuration mondiale.

La quasi-totalité des pays en Afrique ont cessé d'exister comme Etat et quelques-uns parmi eux sont des trous noirs. Comme on le constate, le premier travail à faire est de réussir le processus de refondation de l'Etat, premier échelon dans le processus de formalisation des équilibres destinés à produire le développement durable. Cette refondation ne peut être possible que si l'acteur politique choisit d'engager sa gouvernance dans un processus de ruptures radicales en matière de gestion de dépenses publiques et de mobilisation de ressources internes et externes ainsi que dans celui de coupure nette avec tout lien de propriété éventuel au bénéfice des détenteurs du pouvoir. Dans cet ordre, ce pouvoir qui engagera une telle gouvernance doit permettre à l'Etat de parachever le processus de reconstruction de l'espace public de gouvernementaliser et de la viabilité.¹⁷

La capacité pour cet Etat reconstitué à détruire la logique d'embourgeoisement des élites dirigeantes et à se doter d'une infrastructure propice à fournir à son peuple une opportunité

¹⁵. BOUGNOUX, D., *La communication contre l'information*, 1995, paris, hachette, p. 18.

¹⁶. NGOIE, E., *Systèmes politiques des pays Africains*, op.cit.P.23

¹⁷. *Ibidem*, P.28

alternative de redistribution des richesses nationales sera, pour les pays africains, une possibilité cohérente de réduire les déséquilibres structurels qui fondent des pratiques et caractéristiques de la vie politique nationale. La *démocratie*, mot placé sur toutes les bouches qui le répètent de façon mécanique, sans l'avoir ni compris, ni cerné, ni, encore moins tropicalisé, devrait faire l'objet de réflexions approfondies. Suivant un schéma évolutionniste, la démocratie à l'occidentale est présentée comme le système le plus évolué du monde, celui auquel devraient obligatoirement tendre toutes les sociétés dites modernes, de gré ou de force. D'où démocratie et droits de l'homme deviennent, comme autrefois civilisation et développement, des concepts magiques, justificateurs des interventions intempestives de l'Occident qui remodèle la planète au mieux de ses intérêts géostratégiques.

L'option d'un développement réel de la RDC suppose la *revalorisation* de l'élite *locale*. Ainsi que le dit, Emile Bongeli Yeikelo: parlant des ingénieurs *congolais*, «*le pays se doit de revaloriser son expertise, en l'occurrence ses ingénieurs et ses scientifiques, en vue de s'engager dans la voie du développement industriel, économique et culturel. Ainsi, les ingénieurs et scientifiques, longtemps négligés et réduits au rôle de vecteurs de la technologie étrangère ou simplement à l'inactivité, peuvent désormais jouer leur rôle historique en contribuant efficacement à la reconstruction nationale en vue d'engager notre pays dans la voie du progrès.*

Les pays asiatiques les plus performants sont ceux qui ont le plus écouté leurs experts locaux. Les pays africains dont la RDC qui ont aveuglément obéi aux diktats des fonctionnaires des institutions internationales sont restés dans un état de mendicité permanente. Les Asiatiques ont compris qu'il n'est de richesse que d'homme. Un pays peut ne disposer que de l'intelligence et prospérer plus qu'un pays favorisé par la nature mais dont les habitants se comporteraient comme des animaux domestiques attendant tout de leurs dresseurs, comme c'est le cas de l'Etat-bébé congolais.

La RDC dispose de possibilités d'enrichissement individuel dont disposent très peu de pays au monde. Elle souffre cependant d'une carence d'élites tant politiques qu'intellectuelles, capables de se libérer d'ingérence occidentale.

La RDC est tombée trop bas tant au niveau interne qu'à l'échelle des nations. Etat-bébé, elle l'est effectivement et l'est progressivement devenue à la suite d'une série de facteurs, plusieurs fois diagnostiqués : mauvais choix de politiques publiques, pratiques politiques maladroites, corruption généralisée du sommet à la base, impunité normalisée, déficit de management institué...

La RDC en est arrivée au niveau d'être nourrie et entretenue comme un bébé à qui l'on impose tout. Aujourd'hui, l'affaire de la RDC, c'est l'affaire de la communauté internationale : même pour repeindre les bureaux de nos ministres, pour entretenir les toilettes... C'est cette communauté dite internationale qui choisit la marque des voitures ministérielles, le type d'ordinateurs, de logiciels, de fournitures de bureau... Bref on reçoit tout d'elle. Des ministres se complaisent à jouer le rôle de récepteurs de maisons réparées, véhicules, ordinateurs, médicaments, mobiliers, aliments, morceaux de routes réhabilitées, etc. que veut bien lui fournir

la toute-puissante communauté internationale. Des manifestations sont, à chaque occasion, organisées et médiatisées par les membres du gouvernement, comme pour justifier leurs compétences par la quantité des dons reçus de la communauté internationale. Comme dans un passé douloureux assez récent, les autorités congolaises, à tous les niveaux, se vantaient, toute honte bue, d'avoir été de bons élèves des institutions de Bretton Woods, d'avoir été félicitées par des gouvernements occidentaux, les mêmes qui opèrent en tuteurs visibles. Les nombreux instruits dont dispose le pays s'effacent tous devant le terrorisme mental qu'on leur impose, d'autant plus que la légitimité, même scientifique, s'obtient ainsi auprès de la communauté internationale. Tous ont démissionné de leur rôle d'intellectuel pour se muer en dociles répétiteurs des concepts élaborés loin de leurs réalités, reniant ainsi leur qualité d'homme pensant.¹⁸

C'est donc par cette voie de légitimation de leur ordre économique et politique que sont imposées de directives de politiques publiques. Cette dictature mentale, nous la subissons sous la forme, moindre considération pour l'espèce humaine de souche non européenne.

Cependant, cette démocratie imposée de manière sélective ne réussit pas toujours, ni en tout temps ni en tout lieu, à générer les effets positifs annoncés. En Afrique, ni les assises du genre conférences nationales d'inspiration étrangère, ni les élections tenues sous haute surveillance occidentale n'ont réussi à endiguer les contestations, les coups d'Etat, les guerres civiles, les émeutes et mutineries, les menaces de balkanisation, les blocages, les dictatures, les guerres tribales meurtrières...

Ainsi, au Bénin, un président démocratiquement déchu avait été tout aussi démocratiquement réélu face à celui-là même qui l'avait démocratiquement remplacé. Au Congo voisin et en RCA, deux présidents ont connu un destin commun : tous deux ont démocratiquement succédé à des généraux qui les ont combattus par la suite ; l'un a fini par être chassé du pouvoir par les armes de son général de prédécesseur, tandis que l'autre, qui avait réussi une première fois à se maintenir en écrasant l'insurrection de son général de prédécesseur, a fini par succomber aux forces d'un autre général. La Côte-d'Ivoire résiste péniblement à l'après-Houphouët, le même Occident incitateur aux élections ayant soutenu une rébellion contre le gagnant devenu incontrôlable à ses yeux ...

Reconstruction d'une infrastructure démocratique viable

Depuis la chute du communisme, la mondialisation est devenue une instance exerçant des pressions sur les Etats en vue de se démocratiser. Sous cet angle, les nations qui ne s'inscrivent pas dans cette perspective, se voient inclinées à des conflits qui amoindrissent toute possibilité de réalisation du développement en faveur de leur peuple. A cet égard, la pratique de la démocratie, en tant qu'instance de requalification politique et sociale, en privilégiant la bonne gouvernance comme mode de gestion efficace des affaires publiques, constitue un préalable à la réussite du défi de la sécurité humaine. Dans la pratique, comment les africains pensent-ils construire une infrastructure démocratique appropriée, se doter des Etats ou la

¹⁸ EMILE BONGELI, La Mondialisation, op.cit. P.47

normalité serait le substrat référentiel absolu de tous. Et la chose publique doit être gérée de manière rationnelle en tenant compte des aspirations des populations ?

En RDC, il faut le reconnaître que la reconstruction de la démocratie passe par l'émergence d'un leadership capable de proposer, par une nouvelle lecture des enjeux et défis qui déterminent l'histoire mondiale actuelle, un modèle de gestion de l'espace public national qui prend en compte de la requalification des principes qui sous-tendent l'interactivité entre l'Etat et le peuple. Il s'agit de redéfinir un nouveau contrat social qui valorise un dialogue franc et permanent avec le peuple congolais.

Dans ce sens, leurs préoccupations seraient intégrées dans les politiques publiques appropriées avec chance de les voir exécuter en leur faveur. Cette manière de gérer s'inscrit dans la perspective du paradigme de gouvernance qui s'impose aujourd'hui comme concept stratégique de la gestion des affaires publiques à tel point qu'on est en vue de se poser la question de savoir « est-ce que les dirigeants politiques congolais en saisissent-ils les implications pratiques ? »

Dans tous les cas, le leadership en RDC est toujours déficitaire, il est incapable de promouvoir une nouvelle manière de procéder fondée sur la nature stratégique du pays. Ce qui fait que le pays n'a encore pas réussi jusque-là à se développer voici plus d'un demi-siècle aujourd'hui, il a ouvert la porte à de belligérances à répétition et importe sur son territoire des conflits identitaires qui perdurent en dépit de la défection de M23 en 2003, sa réapparition en 2022.¹⁹

De ce qui précède, la sensibilité géopolitique de la RDC doit impérativement devenir un motif pour que ce pays réussisse la construction d'une infrastructure démocratique, gage de la bonne gouvernance. Cependant, il s'observe des pesanteurs qui font ombre à la construction de cette infrastructure démocratique. Les dirigeants politiques se sont engagés dans une logique d'embourgeoisement qui traduit « la rationalité de l'immédiateté » et qui les conduit dans des transactions compromettantes au désavantage du destin de la nation en consacrant, notamment, au travers de la conclusion des contrats miniers importants par les investisseurs privés étrangers en l'absence de toute régulation par l'Etat et dans lesquels contrats se trouvent une clause de confidentialité qui est en réalité, une zone d'ombre qui cache le montant global des parts sociales des contractants.

C'est dans ce contexte qu'il est important de rappeler que la politique consiste à défendre les intérêts de son peuple, même si les dirigeants s'offrent, bien souvent, si pas toujours, comme des agents capables de bien jouer le rôle des « courtiers politiques » dans l'exécution des tâches en faveur du bloc dominant. La RDC continue à garder encore la même valeur stratégique forte remarquable pour le bloc dominant qu'à l'époque de la guerre froide.²⁰

Au sein même du champ où les grands veulent tout avoir, les dirigeants de l'Etat doivent trouver une possibilité qui peut permettre au peuple de satisfaire ses besoins existentiels. Les

¹⁹. *Op.Cit. P. 67*

²⁰PIROVANO, *l'Afrique et prise en charge*, Ed. De Cecchi, Paris, 2004, p. 48.

richesses naturelles du Congo/Kinshasa souvent comparées à « du miel non couvert » sont toujours la proie des puissances du bloc dominant, alors face à cet élan de convoitise, le meilleur des politiques que les élites doivent mettre en place consiste à formaliser un leadership visionnaire et de cultiver la rationalité dans la gestion des affaires de l'Etat. A ce titre, une justice au profit de tous devient le prix à payer. La gestion de l'Etat doit être consolidée par l'Administration publique.

Restructuration de l'espace de la conscience nationale

Être conscient, c'est se savoir quelqu'un qui dirige son existence vers telle ou telle fin ; c'est disposer d'un modèle personnel de son monde. La conscience étudiée ici ne peut être abordée dans le sens de l'arithmétique des consciences individuelles, ce n'est pas non plus celui d'un réveil amorphe ni d'une idée en l'air, mais c'est plus une rationalité de la coresponsabilité, parce qu'une conscience suppose une expérience vécue. Celle-ci nous renvoie à une existence se présentant comme le socle de la conscience. C'est au niveau de la conscience historique que la dimension collective s'impose. La conscience, c'est donc une existence responsable. C'est dans ce sens que Karl Marx a contribué à la prise de conscience du rôle que jouent les idées et les représentations dans la dynamique sociale. Sa dénonciation des idéologies comme voiles pour des rapports de domination, était une reconnaissance de leur force pour gouverner et contrôler les peuples.²¹

Malheureusement, la RDC manque son Karl Max, celui qui se chargerait de dévoiler le rapport d'exploitation d'asservissement sur le poids desquels ploient les congolais aujourd'hui. Dans ce pays, l'histoire ne représente pas un instrument essentiellement stratégique pour que les habitants aiment leur pays. Sous cette optique, l'histoire ne joue pas le rôle de mettre en lumière le présent du congolais sur base de la connaissance du passé dans le but de le situer dans son devenir. Cela s'en ressent d'ailleurs par les faibles degrés de la conscience historique que cultivent les citoyens congolais pour leur pays.

A ce propos, Kambayi Bwashi dénonce quand il dit que mon inquiétude est d'autant plus grande que l'historiographie de la RDC émerge en général de celle laissée par des ethnologues, des ethnographes et des historiens coloniaux qui ont produit des monographies qui, au-delà de leur valeur ont persisté dans la vision européocentriste. Ce qui revient à dire que l'histoire pour la RDC reste en majeure partie étrangère à la société, parce qu'elle aborde un champ épistémologique largement emprunté aux étrangers et orienté vers l'extérieur.²²

Comme on peut s'en apercevoir, il est plus que temps de construire la conscience nationale que le vide historique a créé en le comblant par de récits cohérents qui disent aux congolais le pourquoi et le comment de leur histoire, en vue de jeter les bases de leurs devenirs et recréer les sentiments d'amour vis-à-vis de leur pays. Le peuple est fatigué de recevoir les ordres, il ne doit plus rester sans unités pour les cinquante autres années avenir. Trop c'est trop, il doit non seulement tourner la page, mais surtout changer la grammaire de son histoire. Celle-ci est maîtresse de vie et formatrice de l'esprit, parce qu'elle nous apprend à raisonner dans

²¹VUDULU WADA, *Prise de conscience nationale en RDC*, PUF, Paris, 2021, p. 22

²²NGOIE E, *op.cit.*P.68

logique et au-delà de la science par la conscience. En Israël, les enfants sont appelés à répéter à l'école régulièrement leur histoire qu'ils connaissent par cœur. Cette technique permet de cultiver l'amour de leur pays pour mieux le défendre. La RDC peut faire la même avec ses propres enfants.

Construction d'une nouvelle identité géopolitique congolaise

La RDC a le devoir aujourd'hui de se constituer des atouts psychologiques de volonté d'indépendance nationale en se donnant des capacités à l'utiliser comme un atout dans le concert des nations. Il lui revient de reconstruire autrement l'indépendance nationale comme une condition d'insertion volontariste au système international et les affaires étrangères deviennent dans ce cas, le meilleur instrument du développement institutionnel de l'Etat. La capacité de conquérir le monde par une politique extérieure ambitionnant soit un rôle ou un rang en rapport avec sa position géographique et son potentiel géopolitique devrait constituer les axes et les atouts de la nouvelle gouvernance républicaine.²³

La construction de l'identité géopolitique ou encore de la vocation de la RDC à la puissance régionale ou internationale découlerait d'une option de puissance douce devant l'obliger à concentrer tous ses efforts diplomatiques au sein du système institutionnel et à agir à travers les organisations internationales. Ce qui suppose que l'on s'y investisse. Par contre, une autre option résulterait du devoir d'achever sa croissance institutionnelle comme pouvoir d'Etat. Toutes ces options demandent pour être levées d'avoir une parfaite connaissance du système international aux jeux auxquels la RDC voudrait bien participer et d'en épouser les logiques.

En ce sens, l'ambition de la RDC ne consistait pas de prescrire une ligne d'action préférentielle d'alignement derrière les puissances du monde, devenu pluri centré, mais plutôt de se doter d'une ligne de conduite dictée par la structure du système des relations internationales qui oblige la diplomatie congolaise à se charger de gérer au quotidien sa vocation d'une nation indépendante, c'est-à-dire de nation libre et influente dans le concert des nations.

Ainsi, pour la RDC, construire une identité géopolitique consiste-t-il à accroître les capacités d'intervention extérieure et de pénétration culturelle et économique des autres nations en commençant par investir son environnement immédiat et régional. C'est travailler à convertir les convoitises étrangères en opportunités d'affaires et d'entreprendre de réduire les ingérences étrangères en bouchant les issues par lesquelles elles lui arrivent. Accroître l'autorité administrative de l'Etat sur l'ensemble du territoire national en vue d'assurer l'intégrité territoriale que constituerait la première étape d'un tel processus.

Dans ce cadre, refonder l'Etat demeure la clé de voûte de la réussite de cette nouvelle marche. L'effort à faire serait celui de construire les frontières internationales qui doivent être perçues désormais comme des espaces de vie nationale, de segments réels de la puissance

²³. BARACYETSE, P., *Les enjeux géopolitiques des transnationales minières au Congo*, PUC, Kinshasa, 1999, p 35

nationale, des lieux géographiques d'interactions de tous genres. Les frontières congolaises sont malheureusement restées de simples tracés impuissants et incapables d'articuler la nation congolaise aux autres nations. Leur porosité scandaleuse dessert toute ambition d'indépendance et de souveraineté et les érige en handicap géopolitique ou simplement diplomatique-stratégique.

Après avoir analysé les institutions congolaises, les dirigeants congolais, les leaders sociaux-politiques et religieux congolais, nous estimons que, le Congo-Kinshasa est un Etat presque mort, irresponsable et immature.

Nous suggérons à la République Démocratique du Congo de quitter l'Etat bébé ou mou: un Etat qui attend tout de la communauté internationale, un Etat qui dépend et vit de la vision et penser des autres pays, un Etat qui se plaint à tout moment, il a une diplomatie plaintive, et qui attend la solution de ses problèmes et besoins à la communauté internationale en confirmant la thèse selon laquelle le Congo/Kinshasa serait une entité de la communauté internationale, et un bien collectif de l'occident, un Etat où l'indiscipline sociale persiste. Nous voulons de la RD Congo, un Etat parrain c'est-à-dire un Etat qui définit ses besoins, ses priorités, est formule ses politiques publiques, en se basant sur les réalités liées à son développement. Nous proposons en fait la fondation de l'Etat congolais qui doit partir de la démocratie pour imposer un Etat avec un leadership fort et éclairé, un autoritarisme, un peu comme ce qui a eu en Russie de Poutine et en Chine de Mao parce que pour nous non seulement que la démocratie c'est un régime de type occidental correspond au moyen de vie, de la compréhension des choses et d'adaptations des réalités et comportement occidental, mais, elle est la résultante ou le reflet des Etats déjà mûrs, développés qui ont déjà posés les bases du développement, est où les institutions et entités de l'Etat sont assises. Un Etat où les dirigeants et le peuple sont bien préparés, instruits au développement et aux valeurs démocratiques, en définissant ses prérogatives, ses besoins, à aimer et protéger les intérêts nationaux.

Nous pensons que le Président Mobutu l'a fait avec une dose d'autoritarisme, il a réussi de créer un Etat avec une conscience nationale ; où sous sa gestion il n'y a eu jamais les guerres, le tribalisme, les groupes rebelles, les agressions comme nous vivions aujourd'hui, malheureusement à la fin, il a fait juste pour sa propre gloire et pour sauvegarder son pouvoir à vie, or il devrait agir comme MAO en Chine. Tout porte à croire que l'Etat congolais n'existe que de nom, en réalité la RDC n'est qu'une copie colée de l'Etat Français jumelé à l'Etat Belge, avec une constitution qui ne tient compte, ni des inspirations du peuple congolais, ni de la culture congolaise, non plus des réalités sociopolitiques congolaises. Et donc, la RDC doit partir de la démocratie, qui d'ailleurs nous a été imposée tout comme l'esclavagisme, la colonisation, la mondialisation pour créer son propre Etat congolais avec un régime d'autoritarisme, qui cette fois-ci définira ses besoins, ses forces et faiblesses pour fonder un Etat fort, avec les institutions et les politiques fortes qui comprennent le sens et prestige d'un Etat, l'importance des fonctions politiques, comment défendre les intérêts de l'Etat et préparer le peuple au vrai sens patriotique et nationaliste. D'où, un Etat parrain pour nous est capable de résoudre ses problèmes, qui connaît ses besoins fondamentales et prioritaires, est en formule les politiques publiques, mais également qui comprend la politique internationale, qui connaît et comprend les désirs de ses

partenaires tant régionaux qu'internationaux qui permettra de fonder sa politique externe et interne en référant aux enjeux tant nationaux, régionaux qu'internationaux pour la défense de ses intérêts locaux.

L'occident a besoin de la RDC pour l'exploitation de ses matières premières, pour la vente de ses produits finis (créer un marché) et enfin la main d'œuvre. Ces sont les plus importants éléments l'occident (communauté internationale) veut à prix imposé sa domination et sa volonté a la RDC, en manipulant les leaders congolais et dirigeants politiques avec des concepts qui ont développés l'occident, tous ces concepts ont un soubassement sociologique et adaptés aux réalités occidentales et aux politiques publiques mises en place, qui malheureusement ne développeront pas la RDC d'autant plus qu'elle a ses besoins, ses réalités et sa culture qui peuvent lui permettre d'élaborer des politiques publiques liées au développement du pays, en liant au comportement du peuple congolais qui feront d'office les concepts qui tire sa substance au vécu quotidien congolais. C'est pourquoi, nous proposons une politique de donnant donnant c'est-à-dire, nous exigeons à l'occident par exemple : la construction des routes en reliant nos provinces, construire les usines de raffineries, des téléphones mobiles... c'est alors que nous aurons un Etat parrain, un Etat préparé qui ne dépend et ne vive de l'aide mais qui comprend et développe ses forces pour le changer en satisfaction des besoins nationaux prioritaires en vue de construire et de développer son Etat. D'où l'histoire du droit nous renseigne que chaque peuple peut ériger son propre mode de vie ou de déterminer ses propres règles, il suffit que cela soit soutenu par le $\frac{3}{4}$ de ce dernier (peuple).

Conclusion

La démocratie imposée en Afrique en général et au Congo-Kinshasa en particulier, est une nouvelle forme de colonisation de la RDC par les Congolais interposés. Grâce à ce système, on impose des dirigeants faibles, corrompus et à la solde de l'Occident. Ce dernier peut exercer sa domination et exploiter les ressources locales en se plaçant au-dessus de tout soupçon. Cette démocratie de facette a amené la dépendance et permis des ingérences occidentales intempestives en République de Démocratie du Congolais. Le pays est ainsi considéré comme un territoire sous tutelle de l'Occident comme à l'époque coloniale. Et Il nous faut donc une démocratie adaptée aux réalités congolaises. Ainsi, au regard des résultats sus-évoqués, nous hypothèses ainsi formulées sont confirmées.

Bibliographie

- BARACYETSE, P., Les enjeux géopolitiques des transnationales minières au Congo, PUC, Kinshasa, 1999
- BAYART F, l'Etat en Afrique. La politique du ventre, Fayard, Paris, 1989
- BOUGNOUX, D., La communication contre l'information, 1995, paris, hachette
- CAMP BEL, B, Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique, PUF, Paris, 2004
- De SEMADENS P., Gouvernance et crise en Afrique, cité par Ferdinand Klerk, la question de la démocratisation de l'Afrique, Fayard, Paris, 2004
- EMILE BONGELI, La Mondialisation, France, Harmattan, 2017
- FULULU WALLOT; La Démocratie Occidentale, PUF, Paris, 2021
- NGBELU,J., Anthropologie Politique, cours inédit, L1 SPA, FSSAP, UPN, 2013-2014
- NGOIE, E., Systèmes politiques des pays africains, notes de cours de L1 SPA/ UPN, 2013-2014
- OYANGANDJI, B, Aspects politiques et administratifs du développement, notes de cours de L1 SPA/UPN, 2013-2014
- PIROVANO, l'Afrique et prise en charge, Ed. De Cecchi, Paris, 2004
- SHAMUANA,J., Théories des Relations Internationales, cours inédit, 11 SPA, FSSAP, UPN, 2012-2013
- VUDULU WADA, Prise de conscience nationale en RDC, PUF, Paris, 2021
- ZOLONDO MAWETE J; l'agenda caché de la mission des institutions de Breton Wood en Afrique, In revue Congo Afrique, N° 30, Juin, Kinshasa, 2007